



Écrits féministes

II. De 1970 à nos jours

présentés par
DOMINIQUE BRÉCHEMIER



Alice Coffin, Annie Ernaux,
Camille Froidevaux-Metterie,
Manon Garcia, Benoîte Groult,
Gisèle Halimi, Michelle Perrot,
Simone Veil, Monique Wittig,
Nadia Yala Kisukidi...

Champs

ÉCRITS FÉMINISTES

de 1970 à nos jours

*Textes réunis et présentés
par Dominique Bréchemier*

Inédit

Champs classiques

À Francine Dugast

Introduction

Cette anthologie se concentre sur les années 1970 à nos jours et poursuit un objectif majeur : celui d'inscrire dans la mémoire collective, pour notre matrimoine, les paroles remarquables et parfois dispersées ou trop vite oubliées de femmes engagées. Un enjeu de taille, puisqu'il s'agit de présenter chaque autrice, pour elle-même et avec les autres femmes, dans un cheminement croisé, qui se construit en termes de luttes sans cesse revivifiées pour l'égalité, la parité et la sororité, contre l'invisibilité, contre les violences sexistes et sexuelles.

Constituer ce recueil exigeant et non exhaustif a représenté un réel défi. Il nous a fallu faire un certain nombre de choix, afin de donner à lire le parcours d'intellectuelles différentes, aux personnalités fortes et aux engagements solidement ancrés, en proposant un corpus varié, pensé avec grand soin et infini respect, dans un souci d'ouverture à tous les féminismes. Le tout en respectant la contrainte du format poche et l'acceptation ou le refus des détenteurs des droits.

RICHESSSE DES FÉMINISMES

La pluralité est une force

Depuis le jour où des femmes se sont unies pour défendre leurs droits, particulièrement depuis le XIX^e siècle, le féminisme est pluriel. Cette pluralité ne doit en aucun cas être un prétexte pour dévaloriser les combats des femmes, qui n'ont jamais prétendu et ne prétendent pas parler d'une seule voix. Les militantes féministes viennent de moments différents de notre histoire, de milieux socio-culturels multiples, partagent ou non des choix politiques et philosophiques, et cette diversité influe sur leurs engagements¹. Cette pluralité est une richesse car, faut-il le répéter encore et toujours, la diversité ne devrait ni ne peut être perçue comme une faiblesse. Bien au contraire. De nombreux liens ont existé et continuent d'exister entre les groupes féministes, par exemple, à propos de la lutte contre les violences faites aux femmes et la dénonciation des féminicides ou contre la domination patriarcale.

Que de nombreux qualificatifs soient désormais associés au féminisme comme « décolonial », « écoféministe », « afroféministe », « lesbianisme politique », « intersectionnel », « prosexé », en plus des traditionnels

1. Voir Octave Larmagnac-Matheron, « La carte des féminismes », *La Puissance des femmes. Une autre histoire de la pensée*, hors-série *Philosophie magazine*, automne-hiver 2019, n° 43, p. 130-131.

Delphine Leclercq, « Genèse et évolution des féminismes », *L'Atlas des femmes de la préhistoire à #MeToo. Vers une égalité des sexes ?*, hors-série *Le Monde/La Vie*, 2021.

« universaliste », « matérialiste », « différentialiste », est un signe manifeste de vie, d'évolution et de démocratie. C'est précisément ce foisonnement qui est mis à l'honneur ici : nous avons pris le soin de sélectionner un nombre limité d'extraits pour révéler la diversité des questionnements et des combats féministes d'hier à aujourd'hui, afin de rendre compte d'un militantisme pluriel, combatif et inspirant.

Pour autant, fi de la naïveté ! Ne méconnaissons pas les enjeux plus ou moins implicites qui se jouent entre féministes. À tous et à toutes, la même vigilance républicaine s'impose pour que des conflits archaïques et mesquins ne viennent pas entraver les acquis des luttes des femmes, progrès sans cesse remis en question à cause de masculinistes ou autres -istes prônant une régression de droits pourtant obtenus de haute lutte : « La guerre contre les femmes est déclarée », titrait le 10 mai 2023 Juliette Cerf dans un article de *Télérama*, et de multiplier des exemples d'atteintes fortes aux droits acquis.

Faire, dire et écrire

« Le féminisme est pensée et action », écrivait Nicole Pellegrin dans l'introduction du premier volume d'écrits féministes¹. Ce second volume s'ouvre sous les mêmes vocables. Si l'on a cru parfois le féminisme vaincu, passé de mode, et la revendication « je suis féministe » un épouvantable archaïsme

1. *Écrits féministes de Christine de Pizan à Simone de Beauvoir*, anthologie réunie et présentée par Nicole Pellegrin, Flammarion, « Champs classiques », 2010 ; rééd. 2021.

ou une provocation délirante, il n'en reste pas moins qu'au singulier comme au pluriel, on décèlera une vitalité inouïe dans les pages qui suivent.

Cet élan se reflète dans l'abondante production qui a fleuri depuis la fin du XX^e siècle : revues, magazines, journaux, essais, dictionnaires consacrés aux femmes et aux féminismes, collections, colloques et salons du livre n'ont cessé de se multiplier.

Plusieurs phases ont illustré cette créativité éditoriale, révélatrice du dynamisme de la réflexion, de l'engagement et du croisement des milieux militant, littéraire et intellectuel. Dès 1974, malgré ou à cause de l'arrêt du journal « menstruel » *Le torchon brûle*, éclosent différents journaux correspondant, à Paris ou en province, aux tendances du Mouvement de libération des femmes (MLF), parmi lesquels : *Les Nouvelles Questions Féministes*, *Le Quotidien des femmes*, *Les Pétroleuses*, *Femmes travailleuses en lutte*, etc. De 1976 à 1979, on assiste à une amplification du phénomène et à une réelle explosion de la presse féminine. Liliane Kandel¹ répertorie trente-cinq titres nationaux sans compter les bulletins et les journaux des groupes : *Histoires d'elles*, *Sorcières*, *La Revue d'en face*, *Questions féministes*, *Parole !*, *Pénélope*, etc. Plusieurs maisons

1. Liliane Kandel, « Des journaux et des femmes », *Pénélope*, n° 1, juin 1979. Liliane Kandel est née en 1933. Féministe majeure du MLF, elle est sociologue et essayiste. Cette militante ardente s'est particulièrement intéressée aux relations entre les femmes, le féminisme et les totalitarismes et a notamment publié *Féminisme et nazisme* en 2004, actes d'un colloque consacré à Rita Thalman. Elle est aujourd'hui toujours très engagée dans la réflexion féministe.

d'édition se sont également lancées dans des collections féministes. Après l'arrêt de beaucoup de ces publications, les années 2010 et 2020 connaissent un regain et les rayons consacrés au féminisme prospèrent dans les librairies avisées. Les rencontres, colloques ou résidences d'écriture valorisent l'extraordinaire appétit de découverte et d'action des lectrices et des lecteurs ; les sites et groupes d'internautes sont sans cesse plus nombreux à revendiquer la présence des femmes dans tous les domaines et sur tous les supports¹. Les textes reproduits dans cette anthologie témoignent de ce renouveau encourageant.

COMBATS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Ce volume s'inscrit donc dans l'histoire des années 1970 à nos jours. S'il n'est pas possible de condenser en quelques pages l'histoire de cinquante années de mouvement des femmes, en voici quelques jalons.

Premiers vacillements

Dès les années 1960, les travaux des sociologues Andrée Michel et Geneviève Texier sur *La Condition de la Française d'aujourd'hui*² ouvrent la voie et la

1. Pour ne citer qu'un exemple, les sans pagEs sur Twitter investissent l'espace de Wikipédia pour réduire les inégalités de genres.

2. Andrée Michel et Geneviève Texier, *La Condition de la Française d'aujourd'hui*, Éditions Gonthier, 1964.

voix à de nombreuses féministes : la condition féminine devient un sujet d'étude. De même, le parcours de la syndicaliste Jeannette Laot à la CFDT, les enquêtes de Marie-José Chombart de Lauwe, d'Évelyne Sullerot ou de Madeleine Guilbert, montrent que les femmes sont en mouvement et en réflexion.

Le texte de Michelle Perrot, reproduit p. 47, permet de comprendre comment est née l'histoire des femmes, un phénomène qu'explique Françoise Thébaud : « Démarche scientifique, militante, identitaire, l'histoire des femmes fut à l'origine portée par des chercheuses appartenant à trois générations : des universitaires mirent à profit leur statut et leur renommée de scientifiques pour introduire ce nouveau sujet dans l'institution et tenter de le faire légitimer [...] ; très souvent sans poste, de jeunes diplômées l'enrichirent de leurs travaux, débattirent au sein de séminaires et laboratoires, le plus souvent non mixtes [...] ; des étudiantes en histoire, enfin, interpellèrent leurs professeurs qui ne parlaient qu'au masculin et se battirent – souvent en vain – pour faire reconnaître les femmes comme objets à part entière de recherches. Les doctorantes se tournèrent, alors, vers les directrices de thèses féministes¹. »

1. Yannick Ripa et Françoise Thébaud, *La Condition des femmes de 1789 à nos jours*, CNRS éditions, « Documentation photographique », dossier n° 8147, 2022, p. 5. Yannick Ripa est née en 1954. Historienne, professeure d'université, elle consacre ses recherches à l'histoire des femmes. Françoise Thébaud est née en 1952. Professeure émérite d'histoire à l'université d'Avignon, elle est co-fondatrice de la première revue scientifique française sur l'histoire des femmes, *Clio. Histoire, femmes, société*.

Malgré ces avancées prometteuses, lors des événements de mai-juin 1968, l'invisibilisation sociale des femmes perdure alors qu'elles sont engagées dans les grèves ouvrières ou étudiantes, au cœur du vaste mouvement de contestation de l'autorité globale et des inégalités sociales et politiques. Les assemblées générales dans les amphithéâtres sont dirigées par des hommes et tous les témoignages s'accordent à reconnaître que, si l'on se pose la question du pouvoir, de sa nature et de sa préemption, il n'est pas question d'imaginer que les femmes puissent en être détentrices. Un seul groupe, FMA¹, organise un premier débat sur les femmes dans la Sorbonne occupée². Dans *Ne nous libérez pas, on s'en charge*³, les essayistes mettent en valeur les initiatives pourtant variées, du

tés. En 2000, elle crée Mnémosyne, association pour le développement de l'histoire et du genre. Parmi ses publications, outre les ouvrages mentionnés dans la bibliographie, p. 301, citons *Une traversée du siècle, Marguerite Thibert, fonctionnaire internationale et femme engagée*, Belin, 2017.

1. Féminin Masculin Avenir ou FMA, groupe mixte né en 1967 à l'initiative de Jacqueline Feldman et Anne Zelensky, avec Christine Delphy et Emmanuèle de Lesseps. La question de la domination masculine et de la place des femmes opprimées est au centre de leurs débats. Le groupe devient Féminisme Marxisme Action, désormais non mixte.

2. Voir à ce sujet Annie de Pisan et Anne Tristan, *Histoires du MLF*, préface de Simone de Beauvoir, Calmann-Lévy, 1977, p. 37 à 39.

3. Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michèle Zancarini-Fournel, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, La Découverte, 2020, p. 266-270.

Mouvement démocratique féminin¹, du Conseil national des femmes ou encore de la Ligue française pour le droit des femmes, qui ont émaillé ces semaines de luttes. Toujours est-il que la marginalisation des femmes est nette à l'époque : syndicats, partis politiques et groupes d'extrême gauche affichent et perpétuent des positions très conservatrices, mus par l'habitude, les réflexes patriarcaux et l'urgence des événements.

L'année 1970 et le Mouvement des femmes

Inéluctablement, le Mouvement de libération des femmes (MLF)² émerge de la révolte du printemps 1968. Malgré les obstacles, plus rien n'arrête les femmes dans leur volonté farouche d'accéder à l'égalité et d'obtenir les droits indispensables à leur survie, pour lutter contre leurs oppresseurs, dans l'espace privé comme dans l'espace public. De nombreux ouvrages témoignent de l'intensité des bouleversements intimes et collectifs, notamment les livres de

1. Le MDF est un mouvement de femmes qui a précédé le MLF entre 1962 et 1971. Il a été fondé par Marie-Thérèse Eyquem et l'on trouve dans ses rangs Évelyne Sullerot, Colette Audry et Gisèle Halimi. Il rassemble des femmes de gauche proches des socialistes, défend la place des femmes dans la vie politique, l'égalité professionnelle, l'accès à la contraception.

2. L'acte de naissance du MLF est soumis à controverse depuis 1977, date d'un procès qui en appellera d'autres. Voir *Ne nous libérez pas, on s'en charge*, *op. cit.*, p. 271 et suivantes.

Françoise Picq¹, de Marie-Jo Bonnet² et de Juliette Kahane³. Chacune témoigne de l'extraordinaire créativité des femmes, du bonheur de faire sauter les carcans, de se trouver et de se retrouver, du plaisir de se réunir et d'aborder des sujets qu'on pensait ne jamais pouvoir aborder.

L'année 1970 marque explicitement le début du MLF. En mai, Monique Wittig signe avec Gille Wittig, Marcia Rothenburg et Margaret Stephenson dans *L'Idiot international* l'article « Combat pour la libération de la femme », dont un extrait est reproduit p. 75. Cet article dénonce toutes les formes d'exploitation des femmes. La grande majorité des groupes féministes datent le début du MLF de la parution du numéro spécial de *Partisans* intitulé « Libération des femmes, année Zéro »⁴ en juillet 1970.

1. Françoise Picq, *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, éditions-dialogues.fr, « Nouvelles ouvertures », 2011. Françoise Picq, née en 1944, est une militante d'extrême gauche dès 1965 ; à partir de 1970, engagée aux côtés des féministes, elle est une figure majeure de l'histoire des femmes, chercheuse et enseignante.

2. Marie-Jo Bonnet, *Mon MLF*, Albin Michel, 2018. À partir de 1971, Marie-Jo Bonnet milite au MLF. Elle est proche des artistes du mouvement et devient spécialiste de l'histoire des femmes, de l'art et du lesbianisme.

3. Juliette Kahane, 69, Grasset, 2020. Militante d'extrême gauche puis au MLF, son article « Les militantes » dans *Partisans* de septembre 1970 est remarqué. Elle est écrivaine et explore les thèmes de la ville et de l'exil.

4. « Libération des femmes, année zéro », *Partisans*, n° 54-55, Éditions Maspero, juillet-octobre 1970.

Quasi simultanément, un autre événement se déroule : le 26 août, à l'Arc de triomphe, neuf femmes¹ se réunissent pour déposer une gerbe en l'honneur de « la femme inconnue du soldat inconnu ». Outre les policiers éberlués, les journalistes commencent à s'intéresser à ces femmes qui agissent autrement et ils qualifient ce mouvement de « libération de la femme ». Enfin, le 20 novembre 1970, le magazine *Elle* organise les États généraux de la femme au Palais des congrès de Versailles, où 80 000 questionnaires sont distribués pour photographier l'opinion féminine française sur tous les sujets. Les militantes féministes estiment que cette réunion bien-pensante et aseptisée ne fera rien avancer, interrompent les prises de parole masculines et distribuent un contre-questionnaire, pastiche du questionnaire du magazine². Ces trois événements convergent vers une revendication ferme : prendre le pouvoir est un enjeu qui passe par la conquête de l'espace public, la lutte contre l'invisibilisation des femmes et la parole. La révolte est en marche.

Le droit des femmes à disposer de leur corps

La question du corps libre et libéré unit les femmes jusqu'à ce jour. Les luttes pour le droit à

1. Il s'agit de Cathy Bernheim, Frédérique Dabert, Christine Delphy, Emmanuèle de Lesseps, Christiane Rochefort, Janine Sert, Margaret Stevenson, Monique Wittig et Anne Zelensky.

2. Exemple de pastiche : « Êtes-vous pour les crèches : au niveau du quartier, dans votre immeuble, dans l'entreprise ? proposait *Elle*! À quel niveau voyez-vous les crèches, ironisent-

l'avortement et pour la gratuité de la contraception ont été les sujets fédérateurs d'années de combats.

1967. Après bien des invectives au Parlement, la proposition de loi en faveur de la contraception, dite « loi Neuwirth », est votée en deuxième lecture à l'Assemblée le 14 décembre, avant d'être définitivement adoptée le 19 décembre 1967. Sous le nom de « Loi relative à la régulation des naissances », cette loi fondamentale met ainsi en place une législation autorisant la fabrication et l'importation de moyens de contraception, leur vente exclusive en pharmacie sur ordonnance médicale, avec autorisation parentale pour les mineures. Véritable levier d'émancipation, cette loi, bien qu'incomplète, permet aux femmes de prendre le contrôle de leur corps et de dissocier la sexualité de la reproduction.

Mais le chemin vers l'émancipation est encore long. Le 5 avril 1971 paraît le Manifeste des 343 dans *Le Nouvel Observateur*¹. Femmes anonymes et femmes célèbres de plusieurs générations se retrouvent et déclarent avoir avorté. Cette action, inenvisageable quelques mois auparavant, décriée par certaines militantes en raison de l'impossibilité politique de s'allier avec la presse bourgeoise, connaît un très grand retentissement. Et le 20 novembre 1971, une manifestation réunit 4 000 personnes à Paris pour la liberté de l'avortement et de la contraception. En mai 1971, paraît le

elles : au niveau de la stratosphère, au niveau de la tour Eiffel ou ne les voyez-vous pas du tout ? » in Françoise Picq, *op. cit.* p. 26-28.

1. Voir l'extrait du Manifeste des 343, p. 98.

journal mensuel *Le torchon brûle*, journal qui représente le Mouvement des femmes, outil de liaison, d'expression, de débats, diffusé à 35 000 exemplaires. C'est la mémoire du Mouvement¹. En 1972, les 14 et 15 mai, les journées à la Mutualité dénoncent les crimes contre les femmes et en octobre se déroule le procès de Bobigny, où la jeune mineure Marie-Claire Chevalier est inculpée sur dénonciation pour avoir avorté, à la suite d'un viol. La forte notoriété de son avocate Gisèle Halimi et le retentissement du procès conduisent à la relaxe de la jeune femme, ce qui marque un tournant dans l'évolution des mentalités. En avril 1973, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) est créé notamment à l'initiative de médecins qui partagent les revendications des féministes.

Tous ces événements conduisent à la loi sur l'interruption de grossesse présentée et défendue par Simone Veil, votée à l'Assemblée nationale en novembre 1974, et qui sera promulguée en janvier 1975². Malgré les manques qu'elle présente et son caractère éphémère, elle existe. Le 6 octobre 1979, une marche des femmes non mixte est organisée pour demander un accès réel à la contraception et la dépenalisation complète et définitive de l'avortement ; 40 000 à 50 000 femmes manifestent. Le 24 novembre 1979 se déroule une manifestation mixte au milieu du débat

1. *Le torchon brûle* est numérisé : femenrev.persee.fr/le-torchon-brule.

2. Voir l'extrait du discours de Simone Veil, p. 101.

parlementaire et la loi est reconduite définitivement le 31 décembre 1979.

Dans les années 1980, l'arrivée de la gauche au pouvoir et la présence d'Yvette Roudy au ministère délégué aux Droits de la femme de 1981 à 1986 représentent une avancée majeure et ouvrent une période dynamique et créative en faveur de l'égalité. Le remboursement de l'IVG prend effet avec la loi du 31 décembre 1982¹. Le 8 mars 2023, le président de la République annonce la présentation d'un projet de loi visant à inscrire dans la Constitution la liberté des femmes à recourir à l'IVG à l'occasion d'un hommage rendu à Gisèle Halimi. Mais la remise en question du droit à l'avortement reste scandaleusement cyclique et fait régulièrement l'objet de nouveaux débats dans plusieurs pays, dont les États-Unis et des pays européens comme la Hongrie.

La lutte contre le viol et les violences sexistes et sexuelles

Autre enjeu immémorial que subit le corps des femmes, la lutte contre le viol d'une part, la dénonciation des violences conjugales, des féminicides et des violences sexistes et sexuelles d'autre part.

1. La vigilance est de mise : la Coordination des associations pour le droit à l'avortement (CADAC) naît en 1990, organise des états généraux en 1992, manifeste pour défendre le droit à l'avortement en 1995 et à l'issue de cette manifestation est créé le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF).

Des dates et des moments collectifs ont attiré l'attention des médias et du public. Mais c'est au quotidien, dans le silence de l'intime, que la lutte se mène péniblement. Des témoignages de viols sont publiés dès la parution des premiers textes du MLF en 1970. L'année 1975 est l'Année internationale de la femme, ainsi en a décidé l'ONU. L'actualité judiciaire met au premier plan le procès des trois violeurs de deux jeunes campeuses dans les calanques de Marseille en 1974, qui se tiendra devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence du 2 au 4 mai 1978. Gisèle Halimi, son association Choisir¹ et l'ensemble du MLF organisent une campagne nationale contre le viol.

Mais le 1^{er} mai 1976, lors de la manifestation parisienne, le service d'ordre de la CGT repousse les manifestantes. Sous couvert de mots d'ordre féministes qui ne plaisent pas – « ras le viol », « quand une femme dit non, ce n'est pas oui, c'est non », « viol de gauche, viol de droite, même combat » –, c'est toute une culture du viol, de l'irrespect et de la domination qui fuse sous les insultes. De telles exactions se déroulent aussi en province. Le 26 juin 1976, à la Mutualité, se tient un grand meeting : « Les dix heures contre le viol ». Un manifeste contre le viol est rédigé lors de ce rassemblement et publié par *Libération*². Enfin, la loi

1. « Choisir la cause des femmes » était à l'origine un mouvement de lutte pour la dépénalisation de l'avortement, fondé par Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir en juillet 1971. C'est désormais une organisation non gouvernementale, spécialisée dans les droits des femmes.

2. Mouvement de libération des femmes, « Manifeste contre le viol », *Libération*, 16 juin 1976.

du 24 décembre 1980 donne une nouvelle définition du viol, enfin mieux reconnu par la législation. Malgré les effets dévastateurs d'oppositions entre militants et militantes, il n'en reste pas moins que cette loi est une avancée pour les femmes qui osent nommer les actes et porter plainte.

Le viol conjugal et les violences familiales sont aussi au centre des défis posés à la société. Anne Zelensky-Tristan et ses amies créent la Ligue du droit des femmes, dont le manifeste fondateur paraît en mars 1974 dans *Le Monde*. L'association Femme alternative naît en 1975 et en 1978 ouvre le premier refuge pour femmes battues nommé Flora-Tristan. En 1985 le Collectif féministe contre le viol se constitue. La Fédération nationale Solidarité femmes gère le 3919. Le planning familial est toujours présent depuis 1956. Au fil des années, le seuil de tolérance s'abaisse, les dénonciations et les mobilisations contre le patriarcat se poursuivent¹.

Ainsi, le 4 mai 2015, un collectif de femmes journalistes politiques publie une tribune dans *Libération* pour dénoncer les agressions multiples, des textos insistants aux sous-entendus sexistes, de politiques sûrs de leur pouvoir :

1. Désormais, de très nombreuses associations mêlent et mènent les combats en faveur des femmes. Parmi elles, en 1997, naissent ProChoix et Mix-Cité ; en 1999, le manifeste des Chiennes de garde initié par Florence Montreynaud fait grand bruit ; en 2008, La Barbe, Les Femen – en Ukraine puis plus tard en France –, se déploient ; le combat pour l'égalité hommes-femmes dans les arts et la culture s'affirme avec, en 2014, les premières journées du matrimoine ; en 2009, Osez le féminisme, etc.

Nous pensons que l'affaire DSK avait fait bouger les lignes et que les habitudes machistes, symboles de la ringardise citoyenne et politique, étaient en voie d'extinction. Las. Bien sûr, ces manifestations de « paternalisme lubrique » ne tombent pas sur nous toutes tous les jours. Une grande partie de l'establishment politique fait montre d'une éthique personnelle et professionnelle qui lui évite les faux pas. [...] Mais le fait que ces pratiques, qui sont le décalque de ce qui se passe tous les jours dans la rue, les usines ou les bureaux, impliquent des élus de la République chargés de fabriquer la politique nous pousse aujourd'hui à les dénoncer. Ils sont issus de toutes les familles politiques sans exception, naviguent à tous les niveaux du pouvoir et n'ont droit à aucune impunité. Comme les autres. [...]

Tant que la politique sera très majoritairement aux mains d'hommes hétérosexuels plutôt sexagénaires, rien ne changera ¹.

À l'automne 2017, grâce à la dénonciation des agressions commises par le producteur Harvey Weinstein, naît le #MeToo, qui révolutionne les moyens d'expression et libère la parole des femmes : « Le moment #MeToo renvoie donc à l'ensemble des mobilisations contre les violences sexistes et sexuelles, à l'écho qu'elles rencontrent et à leur impact politique et social, et plus globalement à l'espace d'expression des idées féministes qui

1. Collectif de journalistes politiques, « Nous femmes journalistes politiques et victimes de sexisme », *Libération*, 4 mai 2015.

s'ouvre¹ », expliquent Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michèle Zancarini-Fournel dans leur passionnante histoire des féminismes. Relayé en France par le hashtag #balancetonporc, proposé par Sandra Muller dans un Tweet du 13 octobre 2017, l'ouragan se déchaîne. Mais la polémique qu'engendrent la fulgurance des réactions et la masse des témoignages rappelle les années 1970 : la parution de la tribune du *Monde* le 9 janvier 2018 dans laquelle des femmes privilégiées réclament « une liberté d'importuner » cause un sérieux malaise, suscitant des débats intenses et la récupération politique de l'extrême droite. La loi du 3 août 2018 répond à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans tous les espaces.

Tous les domaines professionnels sont concernés par la dénonciation des violences. Ainsi, le 21 mars 2021, c'est au tour d'un collectif de journalistes sportives de publier une tribune dans *Le Monde* afin de dénoncer le sexisme en vigueur dans beaucoup de rédactions et sur de nombreux terrains. Ailleurs, dans l'espace public, les colleuses s'emploient à dénoncer les féminicides et autres violences en placardant de grandes affiches blanches aux lettres noires parsemées de slogans incisifs. L'après #MeToo donne lieu à une condamnation virulente de la société patriarcale.

1. Bibia Pavard *et al.*, *op. cit.*, p. 453 et suivantes.

De la sexualité : combattre les tabous

D'autres sujets marquent la société française et font l'objet de nombreuses controverses.

La dénonciation d'un modèle familial suranné et du pouvoir patriarcal interroge le couple dans sa définition hétérosexuelle. Dès le début des années 1970, la parole libérée dans les réunions non mixtes favorise la reconnaissance et l'expression du lesbianisme. Le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) est créé en 1971 et réunit hommes et femmes. Mais la double oppression des femmes resurgit au sein même du FHAR et, dès l'année suivante, dans de très nombreuses villes, les lesbiennes créent des groupes spécifiques pour parler, réfléchir et se protéger. Dans les groupes féministes de l'époque, les homosexuelles restent la plupart du temps invisibilisées¹.

Par la publication de ses textes politiques *Le Corps lesbien* en 1973 et *La Pensée straight* en 1980, Monique Wittig invente le lesbianisme politique². En prônant que « les lesbiennes ne sont pas des

1. Voir à ce sujet le texte de Cathy Bernheim, p. 65.

2. Voir à ce propos la « Lettre à Monique Wittig qui a permis aux filles de savoir qu'elles pouvaient s'aimer entre elles et rêver » d'Anne-Cécile Mailfert (présidente de la Fondation des femmes) lue sur France Inter, dans « En toute subjectivité » le 20 mai 2022 : « Comment vivre une réalité qui n'est même pas nommée ? Dont les rôles modèles sont effacés et celles qui subsistent sont moquées, reléguées, discriminées ? Et puisqu'il y a peu, c'était la journée de la visibilité lesbienne, j'aimerais rendre "femmage" à votre œuvre, Monique, faite de combats sans répit et d'écrits trop souvent tombés dans l'oubli. »

femmes », elle malmène les catégories de genre. Mais les rencontres lesbiennes de Jussieu en juin 1980 révèlent des dissensions entre homosexuelles : il y a celles pour qui on ne peut pas lutter contre le patriarcat en tant que femmes car ce genre n'existe que par rapport aux hommes et celles qui ne voient pas la disparition du sujet femme comme une solution. Emmanuèle de Lesseps, par exemple, pense qu'il faut se concentrer sur l'oppression des femmes, non sur l'homosexualité ou l'hétérosexualité. Une scission s'opère alors parmi les chercheuses et la revue *Nouvelles Questions féministes* naît en 1981, fruit de la revue *Questions féministes*, qui regroupait plusieurs courants féministes.

Précurseuse des théories queer, Monique Wittig est actuellement redécouverte par les jeunes générations. Le décalage entre les études sur le genre aux États-Unis et celles réalisées en France perdure. Les queer *studies* apparaissent en France à la toute fin des années 1990 et le premier collectif, Le Zoo, est créé en 1996, à l'initiative de Sam Bourcier. Mais l'homophobie, la transphobie et toutes les phobies liées au genre et à la sexualité montrent à quel point les deux décennies des années 2000 sont encore enclines à condamner, ignorer, juger, normaliser, blesser, voire tuer. Nos pensées inquiètes se tournent surtout vers les adolescent·e·s en souffrance qui doivent trouver, si le milieu familial est complexe, dans le corps médical et le corps enseignant, tous les relais nécessaires à une construction harmonieuse.

Relever le défi de l'écoute absolue des jeunes générations, recueillir les récits et témoignages de

personnes en souffrance, écrire les histoires actuelles et passées des femmes est sans doute l'une des tâches les plus urgentes aujourd'hui. Ce projet d'anthologie contribue modestement à faire entendre la voix de femmes fortes ou qui le sont devenues, qu'elles soient politiques ou romancières, chercheuses ou réalisatrices, pour encourager toutes les formes d'engagements et donner espoir aux jeunes générations.

*
* *

Notre corpus s'est constitué puis ordonné au fil des relectures de l'histoire des féminismes. Les textes ne sont pas regroupés chronologiquement mais thématiquement : leur assemblage dévoile à la fois des combats intemporels et les échos qu'ils entretiennent d'une période à une autre.

La première partie s'organise autour de la question centrale de la condition des femmes et de la place qu'elles occupent dans notre histoire. Annie Ernaux, Annie Leclerc, Michelle Perrot et Germaine Tillion s'interrogent, chacune à leur manière, sur l'inégalité absurde et persistante qui prévaut entre les hommes et les femmes, sur l'invisibilisation et l'infériorisation subies par ces dernières.

« Le temps des combats », la deuxième partie, revient sur les grandes luttes qui ont été menées pour la libération de la femme, dans les années 1970-1980. La parole est à Cathy Bernheim, Monique Wittig, Françoise Héritier, Anne Zelensky-

Tristan, Simone Veil et Yvette Roudy. Leurs engagements pour l'égalité et pour le droit des femmes à disposer de leur corps révèlent les avancées décisives qui eurent lieu après 1968.

Une troisième partie, consacrée à la politique et à la théorie, met en valeur aussi bien des initiatives novatrices et originales que des divergences de fond. Élisabeth Badinter déplore une analyse extrême de la domination masculine et des rapports de pouvoir par certains groupes féministes tandis que Martine Storti rappelle inlassablement le caractère intangible de l'irréductibilité de la lutte des femmes pour leur liberté. Un universalisme qui détonne parfois avec l'afroféminisme d'Amandine Gay, qui interroge avec sagacité les rapports de pouvoir et le racisme dans la société française. Enfin, on creusera le lien entre politique et féminisme avec Marie-Cécile Naves, et entre féminisme et écologie avec Françoise d'Eaubonne.

Penser un modèle politique, c'est aussi s'assurer qu'une analyse et une évolution des mentalités existent au sujet du corps féminin. Le corps, au cœur de la plupart des extraits choisis, est primordial pour Camille Froidevaux-Metterie, qui invite les femmes à réinvestir leur corps malmené, aliéné, soumis. Et c'est précisément la soumission féminine qu'aborde avec brio la philosophe Manon Garcia. Quant à Nadia Yala Kisukidi, qui questionne la fascination et le rejet des corps de femmes noires, elle revendique pleinement sa « négritude » et y voit à la fois une démarche politique, utopique et esthétique.

La cinquième partie du recueil, intitulée « L'art au féminin », constate la mainmise de l'homme sur l'art et propose diverses formes d'engagements en

faveur d'une société plus égalitaire. Ainsi, Antoinette Fouque, Béatrice Slama et Roberte la Rouse interrogent les formes et les limites de la langue française pendant qu'Alice Coffin et Iris Brey dénoncent le patriarcat toujours à l'œuvre dans l'art.

Aujourd'hui encore, le combat continue. Le retour des sorcières sur le devant de la scène nous permet de rappeler la modernité de la belle revue de Xavière Gauthier, qui invite à la sororité et à la rébellion. Suivent les textes de Benoîte Groult, Lucie Azema et Gisèle Halimi, qui appellent impérieusement à la prise de conscience et à l'émancipation : « La liberté ne se demande pas poliment, elle se prend. ¹ »

Pour clore l'anthologie et faire entendre d'autres voix fondamentales de la lutte féministe – Geneviève Fraisse, Claudine Hermann, Elsa Dorlin, Yvonne Knibiehler, Jeannette Laot et Andrée Michel – plusieurs entretiens sont reproduits en annexe.

Dominique BRÉCHEMIER

1. Voir le texte de Lucie Azema, p. 229.

I

La place des femmes

Lucie Azema	229
Gisèle Halimi	235

Annexes

<i>Entretien avec Claudine Hermann</i>	245
<i>Entretien avec Geneviève Fraisse</i>	253
<i>Entretien avec Elsa Dorlin</i>	261
<i>Entretien avec Yvonne Knibiehler</i>	267
<i>Entretien avec Jeannette Laot</i>	279
<i>Entretien avec Andrée Michel</i>	287
<i>Sources et crédits</i>	297
<i>Bibliographie</i>	301

Écrits féministes II

Choix de textes présentés par DOMINIQUE BRÉCHEMIER

Du mouvement de libération de la femme des années 1970 à nos jours, cette anthologie rassemble plus de trente écrits de femmes d'exception qui ont consacré ou consacrent leur vie au combat féministe.

Germaine Tillion et Michelle Perrot questionnent l'absence des femmes dans l'espace public, Manon Garcia s'intéresse au concept de soumission et Geneviève Fraisse nous parle de consentement. Tandis que Nadia Yala Kisukidi réfléchit à ce que cela signifie d'être une femme noire en France, Iris Brey et Alice Coffin condamnent la mainmise de l'homme sur l'art...

Ces voix fortes et plurielles, en désaccord parfois, nous donnent les clés pour penser les débats d'aujourd'hui et construire un monde plus égalitaire.

Dominique Bréchemier est professeure de lettres et docteure en littérature française, spécialiste de l'histoire des femmes. Elle a coordonné la publication de plusieurs actes du colloque orléanais « Femmes des lumières et de l'ombre », dont celui de 2021, « Sorcières, êtes-vous là ? ». Elle est notamment l'autrice de *Annie de Pène, une journaliste au cœur de la Grande Guerre* (L'Harmattan, 2018) et de l'anthologie *Elles sont journalistes* (Flammarion, 2022).

En couverture: Portrait de Annie Ernaux
© Camilla Morandi - Corbis/Corbis via Getty Images;
Alice Coffin © Jean-Francois PAGA/Opale.photo;
Nadia Yala Kisukidi © Jean-Marc ZAORSKI/
GAMMA-RAPHO; Gisèle Halimi © Frederic REGLAIN/
GAMMA-RAPHO; Françoise Héritier © Arnaud MEYER/
Leextra via opale.photo; Michelle Perrot
© Ulf Andersen/Aurimages; Camille Froidevaux-
Metterie © EMMANUELLE MARCHADOUR/DIVERGENCE

Flammarion